

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 1230

27 AVRIL 1989. — Décret de décentralisation et de participation  
modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est remplacé par le texte suivant : « L'aménagement du territoire de la Région wallonne est fixé par des plans, des schémas et des règlements ».

A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, il est ajouté les mots suivants : « et gérer avec parcimonie son sol ».

**Art. 2.** Un article 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Article 2bis. Le schéma de structure communal est impératif pour les investissements communaux.

Il est contractuellement obligatoire pour les personnes privées, physiques ou morales qui perçoivent des incitants ou des subventions en contrepartie d'engagements pris par elles en vue d'exécuter le schéma de structure. Il est indicatif pour le surplus. »

**Art. 3.** Un article 4bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Article 4bis. L'Exécutif détermine les conditions dans lesquelles une personne physique ou morale peut être chargée de l'élaboration des plans, schémas et règlements.

Dans les limites des crédits budgétaires, l'Exécutif peut accorder des subventions dont il arrête les modalités pour l'élaboration des plans, schémas et règlements communaux. »

**Art. 4.** L'article 10, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, du même Code est remplacé par le texte suivant :

« 2<sup>o</sup> l'affectation générale de diverses zones du territoire à l'habitation, à l'industrie, à l'agriculture ou à tout autre usage. »

**Art. 5.** A l'article 12 du même Code modifié par le décret du 5 novembre 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « un plan général et » sont supprimés;

2<sup>o</sup> les alinéas 3, 4 et 5 sont abrogés.

**Art. 6.** L'article 13 du même Code est abrogé.

**Art. 7.** A l'article 14 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est remplacé par le texte suivant : « 2<sup>o</sup> l'affectation détaillée des zones visées à l'article 10, alinéa 2, 2<sup>o</sup> »;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 3, les mots « du plan régional, du plan de secteur ou du plan général, s'il en existe » sont remplacés par les mots « du plan régional ou du plan de secteur, s'il existe ».

**Art. 8.** L'article 19 du même Code est abrogé.

**Art. 8bis.** L'article 20 du même Code, modifié par le décret du 30 juin 1988, est complété par l'alinéa suivant :

« Le public est admis à prendre connaissance de celui-ci à la maison communale. Il en est informé par les modes prévus à l'article 102, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi communale. »

**Art. 9.** Dans l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots : « A défaut par la commune ou l'association intercommunale de satisfaire dans les délais fixés par l'Exécutif à l'obligation d'adopter les plans généraux ou particuliers visés à l'article 12, ainsi qu'en cas d'improbation totale des plans soumis à son approbation, l'Exécutif peut se substituer à la commune ou à l'association intercommunale pour l'adoption de ces plans », sont remplacés par les mots : « A défaut par la commune de satisfaire dans les délais fixés par l'Exécutif à l'obligation d'adopter les plans particuliers visés à l'article 12, ainsi qu'en cas d'improbation totale des plans soumis à son approbation, l'Exécutif peut se substituer à la commune pour l'adoption de ces plans ».

**Art. 10.** Au livre I<sup>er</sup>, du même Code, l'intitulé du chapitre IVbis est remplacé par l'intitulé suivant : « Des schémas de structure communaux et des schémas-directeurs ».

**Art. 11.** L'article 21bis du même Code, y inséré par le décret du 4 juillet 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21bis. Le schéma de structure communal est un document d'orientation, de gestion et de programmation du développement de l'ensemble du territoire communal.

Il indique pour l'ensemble du territoire communal :

1<sup>o</sup> la situation existante de fait et de droit;

2<sup>o</sup> les objectifs d'aménagement selon les priorités dégagées ainsi que l'expression cartographiée des mesures d'aménagement qui en résultent;

3<sup>o</sup> l'affectation par zones;

4<sup>o</sup> l'implantation des équipements et infrastructures;

5<sup>o</sup> les orientations générales destinées à harmoniser et à intégrer les flux de circulation;

6<sup>o</sup> les modalités d'exécution des mesures d'aménagement.

L'Exécutif arrête le contenu du dossier du schéma de structure communal. »

**Art. 12.** Un article 21<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Article 21<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Le schéma de structure communal est établi à l'initiative du conseil communal. Celui-ci désigne les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, qu'il charge de l'élaboration du projet de schéma.

La commission consultative communale d'aménagement est informée des études préalables et peut à toute époque formuler les suggestions qu'elle juge utiles.

Le projet de schéma de structure communal est soumis par le collège des bourgmestre et échevins à une enquête publique d'une durée de trente jours. L'enquête publique est annoncée tant par affiches que par avis publié au moins une fois à la page d'informations locales ou régionales de trois quotidiens. S'il existe un bulletin communal d'information distribué à la population, l'avis y est également publié. En l'absence de bulletin communal, le collège fait en outre publier l'avis dans un journal publicitaire distribué gratuitement aux habitants de la commune ou distribuer une information toutes boîtes.

Dans le cadre de l'enquête publique, une séance d'information dont le lieu, le jour et l'heure sont précisés dans l'annonce, est organisée à l'initiative du collège des bourgmestres et échevins.

L'enquête publique est suspendue entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août.

Parallèlement, le projet de schéma est également soumis par le collège des bourgmestre et échevins à l'avis du fonctionnaire délégué. Faute par ce dernier de s'être prononcé dans le délai de trente jours, cet avis est réputé favorable.

Le projet de schéma de structure communal ainsi que les réclamations et observations sont ensuite soumis à la commission consultative communale d'aménagement du territoire. Celle-ci émet son avis dans les soixante jours de la réception du dossier, faute de quoi cet avis est réputé favorable.

Le conseil communal adopte le schéma de structure communal; il en adresse une expédition avec le dossier à l'Exécutif. Celui-ci peut annuler la décision du conseil communal par arrêté motivé notifié dans les soixante jours de la réception du dossier; à défaut de notification de l'arrêté dans ce délai, la décision de l'Exécutif est réputée favorable.

Le public est admis à prendre connaissance du schéma de structure communal à la maison communale. Il en est informé suivant les modes prévus à l'article 102, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi communale.

§ 2. Le schéma de structure communal est révisé ou abrogé conformément au § 1<sup>er</sup> du présent article.

§ 3. Lorsqu'une commune mène concomitamment une procédure d'élaboration d'un schéma de structure communal et/ou une procédure d'élaboration d'un schéma-directeur de rénovation rurale ou de rénovation urbaine, le schéma de structure communal et le schéma-directeur font l'objet d'une seule et même délibération de l'Exécutif régional. »

**Art. 13.** Un article 21<sup>quater</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Article 21<sup>quater</sup>. Le schéma-directeur est un document d'orientation et d'affectation du sol d'une partie du territoire communal.

L'Exécutif de la Région wallonne arrête le contenu des schémas-directeurs ainsi que leurs modalités d'application. »

**Art. 14.** A l'article 40 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> dans le § 3, les mots « ou d'un plan général d'aménagement » sont supprimés;

2<sup>o</sup> le § 7 est abrogé.

**Art. 15.** Un article 40<sup>sexies</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Article 40<sup>sexies</sup>. Lorsque sont réunies les conditions d'application de l'article 42<sup>bis</sup> et après avis de la commission consultative communale d'aménagement du territoire, le conseil communal peut décider d'abroger un ou des plans particuliers d'aménagement. Il en va de même en ce qui concerne les schémas-directeurs visés à l'article 21<sup>quater</sup>.

A cette fin, le collège des bourgmestre et échevins soumet le dossier d'abrogation à enquête publique.

Celle-ci est annoncée par voie d'affichage sur la ou les zones concernées et aux endroits habituels d'affichage.

Le dossier d'abrogation est déposé à la maison communale aux fins de consultation par le public, pendant un délai de trente jours.

Les réclamations et observations sont, avant la fin du délai de l'enquête, adressées par écrit au collège des bourgmestre et échevins et annexées au procès-verbal de l'enquête. Celui-ci est dressé par le collège dans les huit jours.

Le dossier d'abrogation ainsi que les réclamations et observations sont soumis à la commission consultative communale d'aménagement du territoire. Celle-ci émet son avis dans les soixante jours de la réception du dossier, faute de quoi cet avis est réputé favorable.

Le conseil communal, après avoir pris connaissance des résultats de l'enquête, décide d'abroger ou de ne pas abroger le ou les plans particuliers d'aménagement ou schémas-directeurs concernés.

La délibération du conseil communal décidant l'abrogation du ou des plans particuliers d'aménagement ou schémas-directeurs est soumise à l'approbation de l'Exécutif qui statue dans les soixante jours de la réception de la délibération du conseil communal. A défaut de décision dans ce délai, la délibération du conseil communal est réputée approuvée.

L'abrogation des plans particuliers d'aménagement n'ouvre le droit à aucune indemnisation quelconque, notamment fondée sur l'article 34 du Code. »

**Art. 16.** A l'article 42 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> dans le § 2, l'alinéa 2 est abrogé;

2<sup>o</sup> dans le § 2, alinéa 3, les mots : « Lorsqu'il émet un avis défavorable, le fonctionnaire délégué peut s'écarter soit des prescriptions d'un plan général d'aménagement approuvé qui sont contraires à un projet de plan régional ou de secteur, soit des prescriptions d'un plan général d'aménagement ou d'un plan régional ou de secteur, dont la révision a été décidée ou ordonnée » sont remplacés par les mots : « Lorsqu'il émet un avis défavorable, le fonctionnaire délégué peut s'écarter d'un plan régional ou de secteur, dont la révision a été décidée ou ordonnée ».

**Art. 17.** Un article 42<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Article 42<sup>bis</sup>. L'article 42 n'est cependant pas applicable et le permis est délivré par décision motivée du collège des bourgmestre et échevins lorsqu'il existe pour le territoire où est situé le bien :

1<sup>o</sup> un plan de secteur tel que visé aux articles 9 à 11;

2<sup>o</sup> un règlement communal d'urbanisme tel que visé aux articles 58 à 60;

3<sup>o</sup> un schéma de structure communal tel que visé à l'article 21<sup>bis</sup>;

4<sup>o</sup> une commission consultative communale d'aménagement du territoire telle que visée à l'article 150.

Le collège se prononce sur avis de la commission consultative communale, dans les cas soumis à publicité en vertu de l'article 51, § 3, alinéa 2, et dans les cas visés à l'article 45, § 2. Il en va de même en ce qui concerne les actes et travaux dont la liste est arrêtée par l'Exécutif après consultation de la commission régionale d'aménagement du territoire.

Une expédition du permis est transmise avec le dossier au fonctionnaire délégué, qui vérifie si le permis est conforme

- aux plans d'aménagement et aux plans directeurs visés au titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> et au titre IV du livre II;
- aux règlements d'urbanisme visés au chapitre I<sup>er</sup> du titre IV du livre I<sup>er</sup>.

L'expédition du permis visée à l'alinéa précédent est transmise au fonctionnaire délégué au plus tard le jour même de la notification du permis au demandeur.

En cas de non conformité, le fonctionnaire délégué suspend la décision du collège et en adresse notification à celui-ci et au demandeur, dans les quinze jours qui suivent la réception du permis.

Le fonctionnaire délégué peut également suspendre le permis lorsqu'il estime que les travaux prévus dans ce permis ou dans le dossier annexé sont de nature à compromettre le bon aménagement des lieux et que la décision du collège est divergente de l'avis émis par la commission consultative communale d'aménagement du territoire.

La décision du fonctionnaire délégué est dûment motivée.

Dans les quarante jours de la notification, l'Exécutif annule s'il y a lieu. Faute de notification de la décision d'annulation dans le délai, la suspension est levée.

Le refus du permis ou l'annulation de celui-ci, fondé sur le seul motif que la demande est incompatible avec un plan particulier d'aménagement en cours de préparation, devient caduc, si ce plan n'a pas acquis force obligatoire dans les trois ans qui suivent le refus ou l'annulation.

Dans ce cas, la requête primitive fait l'objet, à la demande du requérant, d'une nouvelle décision qui, en cas de refus, ne peut plus être fondée sur ledit motif. »

**Art. 18.** A l'article 45 du même Code, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Lorsque sont réunies les conditions d'application de l'article 42 bis, le permis sollicité par une personne de droit public désignée par l'Exécutif est néanmoins délivré conformément à l'article 41, à l'exception des actes et travaux d'infrastructure s'étendant sur le territoire de deux ou plusieurs communes. »

**Art. 19.** A l'article 50 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Sauf dans le cas prévu à l'article 45 » sont remplacés par les mots « Sauf dans le cas prévu à l'article 45, § 1<sup>er</sup> »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 4, les mots « Dans le cas visé à l'article 43 » sont remplacés par les mots « Dans les cas visés aux articles 42 bis et 43 ».

**Art. 20.** A l'article 51 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « aux articles 42 et 43 » sont remplacés par les mots « aux articles 42, 42 bis et 43 »;

2<sup>o</sup> le § 2, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le permis délivré en exécution des articles 42, 42 bis et 43 est exécutoire si dans les vingt jours à compter de sa notification au fonctionnaire délégué, celui-ci n'a pas notifié au demandeur une décision suspendant le permis. Le permis doit reproduire le présent paragraphe »;

3<sup>o</sup> au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « articles 42, 43, 45 et 46 » sont remplacés par les mots « articles 42, 42 bis, 43, 45 et 46 ».

**Art. 21.** Dans l'article 52, § 3, alinéa 2, du même Code, les mots « articles 42, 43 et 46 » sont remplacés par les mots « articles 42, 42 bis, 43 et 46 ».

**Art. 22.** Dans l'article 54, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « articles 42, 43, 45, 50, 51 et 52 » sont remplacés par les mots « articles 42, 42 bis, 43, 45, 50, 51 et 52 ».

**Art. 23.** Au livre I<sup>er</sup>, titre IV, du même Code, l'intitulé du chapitre I<sup>er</sup> est remplacé par l'intitulé suivant : « Des règlements d'urbanisme ».

**Art. 24.** Dans l'article 57, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « règlements généraux sur les bâtisses » sont remplacés par les mots « règlements généraux d'urbanisme ».

**Art. 25.** Dans l'article 57 bis, § 2, du même Code, il y a lieu de remplacer les mots « règlements généraux sur les bâtisses » par « règlements généraux d'urbanisme ».

**Art. 26.** L'article 58 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 58. Le conseil communal édicte un règlement communal d'urbanisme qui complète les prescriptions des règlements généraux d'urbanisme.

Il convient obligatoirement pour l'ensemble du territoire communal et éventuellement selon les aires différenciées qu'il délimite :

— en ce qui concerne tant les bâtiments principaux que secondaires, les prescriptions relatives à l'implantation, à la hauteur et aux pentes des toitures, aux matériaux d'élévation et de couverture, ainsi qu'aux baies et ouvertures;

— en ce qui concerne la voirie et les espaces publics, les prescriptions relatives au gabarit, au mode de revêtement, au traitement du sol, au mobilier urbain, aux plantations, au parcage des véhicules, aux enseignes et procédés de publicité ainsi qu'aux conduites, câbles et canalisations.

Il peut en outre contenir toute autre indication visée à l'article 57 »

**Art. 27.** L'article 59 du même Code est remplacé par la disposition suivante

« Article 59. § 1<sup>er</sup> Le règlement communal d'urbanisme est établi à l'initiative du conseil communal.

Le projet de règlement communal d'urbanisme est soumis par le collège des bourgmestre et échevins à une enquête publique d'une durée de trente jours. L'enquête publique est annoncée tant par affiches que par avis publié au moins une fois à la page d'informations locales ou régionales de trois quotidiens. S'il existe un bulletin communal d'information distribué à la population, l'avis y est également publié

En l'absence de bulletin communal, le collège fait en outre publier l'avis dans un journal publicitaire distribué gratuitement aux habitants de la commune ou distribuer une information toutes boîtes

Dans le cadre de l'enquête publique, une séance d'information dont le lieu, le jour et l'heure sont précisés dans l'annonce, est organisée à l'initiative du collège échevinal

L'enquête publique est suspendue entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août.

Le projet de règlement communal d'urbanisme ainsi que les réclamations et observations sont ensuite soumis à la commission consultative communale d'aménagement du territoire lorsqu'elle existe. Celle-ci émet son avis dans les soixante jours de la réception du dossier, faute de quoi, cet avis est réputé favorable.

Le conseil communal adopte le règlement communal d'urbanisme. Celui-ci est transmis pour approbation à l'Exécutif. Celui-ci statue et notifie sa décision dans les soixante jours de la réception du dossier; à défaut de notification de la décision dans ce délai, le règlement est réputé approuvé.

§ 2. En cas d'application de l'article 42 bis, il ne peut être dérogé au règlement communal d'urbanisme que sur proposition motivée du collège des bourgmestre et échevins, de l'avis favorable de l'Exécutif ou de son fonctionnaire délégué qui indique en quoi les prescriptions urbanistiques et architecturales ne sont pas compromises.

§ 3. Le règlement communal d'urbanisme est modifié ou abrogé conformément au § 1<sup>er</sup> du présent article. Toutefois, lorsqu'un règlement général pris en vertu de l'article 57 est publié, le conseil communal adopte, soit d'initiative, soit dans un délai qui lui est imposé par l'Exécutif, le règlement communal existant aux prescriptions du règlement général. »

**Art. 28.** Dans l'article 150 du même Code, modifié par le décret du 27 mars 1985, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Deux mois minimum avant la délibération du conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins lance un appel public aux candidatures tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans les pages locales de trois quotidiens d'expression française ou allemande selon le cas. S'il existe un bulletin communal d'information distribué à la population, l'avis y est inséré. En l'absence de bulletin communal, l'avis est inséré dans un journal publicitaire distribué gratuitement aux habitants.

Le modèle et les dimensions de l'avis sont déterminés par l'Exécutif.

Le conseil communal choisit les membres selon une répartition géographique équilibrée, parmi les personnes ayant fait acte de candidature, en veillant à assurer la représentativité tant des intérêts économiques, sociaux, culturels et touristiques que des associations de protection de l'environnement et des organisations professionnelles concernées.

La commission consultative d'aménagement du territoire comprend un quart de membres du conseil communal ou leurs délégués répartis selon une représentation proportionnelle à l'importance de la majorité et de l'opposition du conseil communal et choisis respectivement par les conseillers communaux de l'une et de l'autre.

Pour chaque membre, le conseil communal désigne un suppléant représentant les mêmes intérêts.

Dans les limites des crédits budgétaires, l'Exécutif peut accorder des subventions de fonctionnement aux communes pour les commissions consultatives d'aménagement du territoire. L'Exécutif arrête les modalités d'octroi de ces subventions.

L'Exécutif arrête les dispositions nécessaires pour assurer la formation du personnel communal concerné par l'application du régime de décentralisation et de participation. »

**Art. 29.** Au livre II, titre I<sup>er</sup> du même Code, l'intitulé du chapitre II est remplacé par l'intitulé suivant : « Du plan directeur ».

**Art. 30.** Dans les articles 93/1, 93/4, 93/5, 93/6, 93/7, 93/7 bis, 93/8, 93/12, 93/13, 93/14 et 93/15 du même Code, les mots « schéma-directeur d'aménagement » sont remplacés par les mots « plan directeur d'aménagement ».

**Art. 31. § 1<sup>er</sup>.** Les plans généraux d'aménagement en vigueur sont abrogés.

§ 2. A titre transitoire, les règlements communaux sur les bâtisses restent en vigueur jusqu'à leur adaptation en règlements communaux d'urbanisme conformément aux articles 58 et 59 tels que modifiés par le présent décret. Ils ne peuvent cependant servir de fondement à l'application de l'article 42 bis.

§ 3. Les commissions consultatives communales d'aménagement du territoire instituées avant l'entrée en vigueur du présent décret ne constituent les commissions consultatives communales au sens de l'article 42 bis qu'après adaptation de leur composition conformément à l'article 150 tel que modifié par le présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 27 avril 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

**B. ANSELME**

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau  
pour la Région wallonne,

**A. COOLS**

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport  
pour la Région wallonne,

**A. DALEM**

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,

**E. HISMANS**

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

**A. BAUDSON**

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,  
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

**A. LIENARD**

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement  
et du Logement pour la Région wallonne,

**G. LUTGEN**

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 -- 1230

**27. APRIL 1989. -- Dekret zur Dezentralisation und zur Teilnahme, mit dem das Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuch abgeändert wird (1)**

(1) Ordentliche Sitzung.

Dokumente des Rates, 83 (1988-1989), Nr. 1 bis 10.

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 19. April 1989.

Besprechung, Abstimmung.

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

**Artikel 1.** Artikel 1 Absatz 1 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird durch folgenden Wortlaut ersetzt : « Die Raumordnung der wallonischen Region wird durch Pläne, Schemen und Ordnungen festgelegt ». Artikel 1 Absatz 2 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird durch folgende Wörter ergänzt : « und mit seinem Boden sparsam umzugehen ».

**Art. 2.** Ein wie folgt lautender Artikel 2*bis* wird in das gleiche Gesetzbuch eingefügt :

« Artikel 2*bis*. Das kommunale Strukturschema ist für Gemeindeinvestitionen unerlässlich.

Es ist vertragsmässig bindend für natürliche oder juristische Privatpersonen, die Förderungsmittel oder Subventionen als Gegenleistung für durch sie hinsichtlich der Durchführung des Strukturschemas eingegangene Verpflichtungen erhalten. Darüber hinaus ist es richtungweisend ».

**Art. 3.** Ein wie folgt lautender Artikel 4*bis* wird in das gleiche Gesetzbuch eingefügt :

« Artikel 4*bis*. Die Exekutive legt die Bedingungen fest, unter denen eine natürliche oder eine juristische Person mit der Erstellung von Plänen, Schemen und Ordnungen beauftragt werden kann.

Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel kann die Exekutive Subventionen für die Erstellung von Plänen, Schemen und Gemeindeordnungen gewähren und deren Modalitäten festlegen ».

**Art. 4.** Artikel 10 Absatz 2 Punkt 2 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgenden Wortlaut ergänzt :

« 2° die allgemeine Zweckbestimmung von verschiedenen Gebieten des Raumes für die Bewohnung, die Industrie oder für jegliche andere Nutzung ».

**Art. 5.** An dem durch Dekret vom 5. November 1987 abgeänderten Artikel 12 des gleichen Gesetzbuches werden folgende Änderungen vorgenommen :

1. im Absatz 1 werden die Wörter « und Flächennutzungsplan und » gestrichen;

2. die Absätze 3, 4 und 5 werden aufgehoben.

**Art. 6.** Artikel 13 des gleichen Gesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 7.** Artikel 14 des gleichen Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert :

1. Absatz 1 Punkt 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt : « 2) die ausführliche Zweckbestimmung der unter Artikel 10 Absatz 2 Punkt 2 erwähnten Gebiete »;

2. in Absatz 3 werden die Wörter « ein Gebiets-, Sektoren- oder Flächennutzungsplan » durch « ein Gebiets- oder Sektorenplan » ersetzt.

**Art. 8.** Artikel 19 des gleichen Gesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 8*bis*.** Der durch Dekret vom 30. Juni 1988 abgeänderte Artikel 20 wird durch folgenden Absatz ergänzt :

« Die Öffentlichkeit kann im Gemeindehaus darin Einsicht nehmen. Sie wird auf die in Artikel 102 Absatz 1 des Gemeindegesetzes vorgesehene Art darüber in Kenntnis gesetzt ».

**Art. 9.** In Artikel 21 Absatz 1 des gleichen Gesetzbuches werden die Wörter « Kommt die Gemeinde oder die interkommunale Vereinigung der Verpflichtung nicht nach, innerhalb der durch die Exekutive festgesetzten Frist, die in Artikel 12 erwähnten Flächennutzungs- oder Bebauungspläne zu billigen, oder falls die Exekutive die Genehmigung der ihr vorgelegten Pläne ablehnt, so kann sie für die Billigung dieser Pläne an die Stelle der Gemeinde oder der interkommunalen Vereinigung treten durch die Wörter « Kommt die Gemeinde der Verpflichtung nicht nach, innerhalb der durch die Exekutive festgesetzten Frist, die in Artikel 12 erwähnten Bebauungspläne zu billigen, oder falls die Exekutive die Genehmigung der ihr vorgelegten Pläne ablehnt, so kann sie für die Billigung dieser Pläne an die Stelle der Gemeinde treten ».

**Art. 10.** In Buch I, Titel I des gleichen Gesetzbuches wird die Überschrift von Kapitel IV*bis* durch folgende Überschrift ersetzt : « Kommunale Strukturschemen und Leitschemen ».

**Art. 11.** Der durch Dekret vom 4. Juli 1985 eingefügte Artikel 21*bis* wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 21*bis*. Das kommunale Strukturschema ist ein Dokument zur Orientierung, Verwaltung und Programmierung der Entwicklung des gesamten Gemeindegebietes.

Es gibt folgendes für das gesamte Gemeindegebiet an :

1° die bestehende Sach- und Rechtslage;

2° die raumordnerischen Zielsetzungen gemäss den herausgestellten Prioritäten sowie die kartographische Darstellung der daraus hervorgehenden raumbedeutsamen Massnahmen;

3° die Zweckbestimmung nach Gebieten;

4° der Standort der Ausrüstungen und Infrastrukturen;

5° die allgemeinen Zielsetzungen zur Harmonisierung und Integrierung der Verkehrsströme.

Die Exekutive legt den Inhalt der Akte des kommunalen Strukturschemas fest ».

**Art. 12.** Ein wie folgt lautender Artikel 21*ter* wird in das gleiche Gesetzbuch eingefügt :

« Artikel 21*ter*. § 1. Das kommunale Strukturschema wird auf Initiative des Gemeinderates aufgestellt. Dieser bezeichnet die natürlichen oder juristischen, privaten oder öffentlichen Personen, die er mit der Erstellung des Entwurfs des Schemas beauftragt.

Der kommunale beratende Raumordnungsausschuss wird über die Vorstudien in Kenntnis gesetzt und kann zu jeder Zeit erforderliche Anregungen hierzu machen.

Der Entwurf des kommunalen Strukturschemas wird durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium einer öffentlichen Untersuchung mit einer Dauer von dreissig Tagen unterworfen. Die öffentliche Untersuchung wird sowohl durch Anschläge als auch durch Bekanntmachungen, die mindestens einmal auf der lokalen oder regionalen Informationsseite von drei Tageszeitungen erscheinen, angekündigt. Besteht ein an die Bevölkerung verteiltes Gemeindeinformationsblatt, so wird die Bekanntmachung auch darin veröffentlicht. Fehlt ein solches, so lässt das Kollegium ausserdem die Bekanntmachung in einer Werbezeitung veröffentlichen, die gratis an alle Einwohner verteilt wird oder einen Wurfbettel verteilen.

Im Rahmen der öffentlichen Untersuchung wird eine Informationsversammlung auf Initiative des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums veranstaltet, deren Ort, Tag und Stunde in der Ankündigung angegeben werden.

Die öffentliche Untersuchung wird zwischen dem 1. Juli und dem 31. August unterbrochen.

Parallel dazu wird der Schemenentwurf ebenfalls durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem beauftragten Beamten zur Begutachtung vorgelegt. Nimmt letzterer dazu keine Stellung innerhalb einer Frist von dreissig Tagen, so wird davon ausgegangen, dass das Gutachten positiv ist.

Der Gemeinderat verabschiedet das kommunale Strukturschema; er stellt der Exekutive davon eine Ausfertigung samt der Akte zu. Diese kann die Entscheidung des Gemeinderates durch begründeten, innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang der Akte zugestellten Beschluss annullieren; erfolgt die Zustellung des Beschlusses nicht innerhalb dieser Frist, so wird davon ausgegangen, dass die Entscheidung der Exekutive positiv ist.

Die Öffentlichkeit kann im Gemeindehaus in das kommunale Strukturschema Einsicht nehmen. Sie wird gemäss der in Artikel 102 Absatz 1 des Gemeindegesetzes vorgesehenen Art davon in Kenntnis gesetzt.

§ 2. Das kommunale Strukturschema wird gemäss § 1 dieses Artikels revidiert oder aufgehoben.

§ 3. Wenn eine Gemeinde gleichzeitig ein Verfahren zur Erstellung eines kommunalen Strukturschemas und/oder ein Verfahren zur Erstellung eines Leitschemas für eine ländliche Erneuerung oder eine Stadtsanierung durchführt, so bilden das kommunale Strukturschema und das Leitschema den Gegenstand eines und desselben Beschlusses der Regionalexekutive. »

**Art. 13.** Ein wie folgt lautender Artikel 21<sup>quater</sup> wird in das gleiche Gesetzbuch eingefügt :

« Artikel 21<sup>quater</sup>. Das Leitschema ist ein Orientierungsdokument zur Bodenzweckbestimmung eines Teils des Gemeindegebietes.

Die wallonische Regionalexekutive legt den Inhalt und die Anwendungsbedingungen der Leitschemen fest. »

**Art. 14.** Artikel 40 des gleichen Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert :

1° in § 3 werden die Wörter « oder eines Flächennutzungsplanes » gestrichen;

2° § 7 wird aufgehoben.

**Art. 15.** Ein wie folgt lautender Artikel 40<sup>sexies</sup> wird in das gleiche Gesetzbuch eingefügt :

« Artikel 40<sup>sexies</sup>. Sind die Bedingungen zur Anwendung von Artikel 42<sup>bis</sup> erfüllt, und nach Begutachtung durch den kommunalen beratenden Raumordnungsausschuss, kann der Gemeinderat beschliessen, einen oder mehrere Bebauungspläne aufzuheben. Das gleiche gilt für die in Artikel 21<sup>quater</sup> erwähnten Leitschemen.

Zu diesem Zweck unterzieht das Bürgermeister- und Schöffenkollegium die Aufhebungsakte einer öffentlichen Untersuchung.

Diese wird durch Anschlag in dem bzw. den betreffenden Gebiet(en) und an den üblichen Aushangsstellen angekündigt.

Die Aufhebungsakte wird zwecks Einsicht durch die Öffentlichkeit im Gemeindehaus während dreissig Tagen offen gelegt.

Die Beschwerden und Anmerkungen sind vor Ablauf der Untersuchungsfrist schriftlich an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu richten und werden dem Protokoll der Untersuchung beigelegt. Dieses wird innerhalb acht Tagen durch das Kollegium aufgestellt.

Die Aufhebungsakte sowie die Beschwerden und Anmerkungen werden dem kommunalen beratenden Raumordnungsausschuss unterbreitet. Dieser nimmt innerhalb sechzig Tagen nach Empfang der Akte dazu Stellung, andernfalls wird sein Gutachten als positiv betrachtet.

Der Gemeinderat beschliesst nach Kenntnisnahme der Untersuchungsergebnisse den oder die betreffenden Bebauungspläne oder Leitschemen aufzuheben oder nicht.

Der Gemeinderatsbeschluss über die Aufhebung des oder der Bebauungspläne oder Leitschemen wird der Exekutive zur Genehmigung vorgelegt; diese muss innerhalb sechzig Tagen nach Empfang des Gemeinderatsbeschlusses Stellung nehmen, da dieser sonst als genehmigt betrachtet wird.

Die Aufhebung der Bebauungspläne eröffnet keinen Anspruch auf irgendeine Entschädigung, insbesondere auf Grund von Artikel 34 des Gesetzbuches.

**Art. 16.** Artikel 42 des gleichen Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert :

1° in § 2 wird Absatz 2 aufgehoben;

2° in § 2 Absatz 3 werden die Wörter : « Gibt der beauftragte Beamte ein ungünstiges Gutachten ab, so kann er entweder von den Vorschriften eines genehmigten Flächennutzungsplanes, die im Widerspruch zu einem Gebiets- oder Sektorenplan stehen, oder von den Vorschriften eines Flächennutzungsplanes oder eines Gebiets- oder Sektorenplanes, deren Revision beschlossen oder angeordnet wurde, abweichen » durch die Wörter : « Gibt der beauftragte Beamte ein ungünstiges Gutachten ab, so kann er von einem Gebiets- oder Sektorenplan, dessen Revision beschlossen oder angeordnet wurde, abweichen. »

**Art. 17.** Ein wie folgt lautender Artikel 42<sup>bis</sup> wird in das gleiche Gesetzbuch eingefügt :

« Artikel 42<sup>bis</sup>. Artikel 42 findet jedoch keine Anwendung und die Genehmigung wird durch begründeten Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums erteilt, wenn für das Gebiet, in dem das Grundstück liegt :

1° ein Sektorenplan nach Artikel 9 und 11;

2° eine kommunale Städtebauordnung nach Artikel 58 bis 60;

3° ein kommunales Strukturschema nach Artikel 21<sup>bis</sup>;

4° ein kommunaler beratender Raumordnungsausschuss nach Artikel 150 besteht.

Das Kollegium nimmt nach Begutachtung durch den kommunalen beratenden Raumordnungsausschuss zu den Fällen, wo aufgrund von Artikel 51 § 3 Absatz 2 Veröffentlichungsmaßnahmen einzuhalten sind, und zu den in Artikel 45 § 2-erwähnten Fällen Stellung. Das gleiche gilt in bezug auf die Handlungen und Tätigkeiten, deren Liste durch die Exekutive nach Anhörung des Regionalen Raumordnungsbeirates festgelegt wird.

Eine Ausfertigung der Genehmigung wird samt der Akte an den beauftragten Beamten gerichtet, der überprüft ob die Genehmigung übereinstimmt mit :

- den in Titel I des 1. Buches und in Titel IV des 2. Buches erwähnten Raumordnungs- und Leitplänen;
- den in Kapitel I des von Titel IV des 1. Buches erwähnten Städtebauordnungen.

Die im vorausgehenden Absatz erwähnte Ausfertigung der Genehmigung wird spätestens am selben Tage, wie die Zustellung der Genehmigung an den Antragsteller, an den beauftragten Beamten gerichtet.

Bei Nichtübereinstimmung, suspendiert der beauftragte Beamte den Beschluss des Kollegiums und setzt dieses und den Antragsteller innerhalb fünfzehn Tagen nach Empfang der Genehmigung davon in Kenntnis.

Der beauftragte Beamte kann auch die Genehmigung suspendieren, wenn er der Ansicht ist, dass die in dieser Genehmigung oder in der beiliegenden Akte vorgesehenen Arbeiten dazu angetan sind, die zweckmässige Ortsgestaltung zu gefährden und dass der Beschluss des Kollegiums von dem Gutachten des kommunalen beratenden Raumordnungsausschusses abweicht.

Die Entscheidung des beauftragten Beamten muss gebührend begründet sein. Innerhalb von vierzig Tagen nach dieser Benachrichtigung kann die Exekutive gegebenenfalls annullieren. Erfolgt die Zustellung des Annullierungsbeschlusses nicht innerhalb dieser Frist, so wird die Suspendierung aufgehoben.

Die Ablehnung der Genehmigung oder deren Annullierung aus dem einzigen Grund, dass der Antrag unvereinbar mit einem in Vorbereitung befindlichen Bebauungsplan ist, verfällt, wenn dieser Plan nicht innerhalb von drei Jahren nach der Ablehnung oder der Annullierung, Rechtskraft erlangt hat. In diesem Falle wird auf Nachsuchen des Antragstellers ein neuer Beschluss gefasst, der bei Ablehnung nicht mehr auf besagtem Grund beruhen darf. »

**Art. 18.** Artikel 45 des gleichen Gesetzbuches, dessen derzeitiger Wortlaut den § 1 bilden wird, wird durch einen wie folgt lautenden § 2 ergänzt : « § 2. Sind die Bedingungen zur Anwendung von Artikel 42 bis erfüllt, so wird die durch eine öffentlich-rechtliche, von der Exekutive bezeichnete Person beantragte Genehmigung trotzdem gemäss Artikel 41 erteilt, mit Ausnahme der Handlungen und Infrastrukturarbeiten, die sich über das Gebiet von zwei oder mehreren Gemeinden erstrecken. »

**Art. 19.** Artikel 50 des gleichen Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert :

1° in Absatz 1 werden die Wörter « Vorbehaltlich des in Artikel 45 vorgesehenen Falles » durch die Wörter « Vorbehaltlich des in Artikel 45 § 1 vorgesehenen Falles » ersetzt;

2° im Absatz 4 werden die Wörter « In dem in Artikel 43 erwähnten Fall » durch die Wörter « In den in Artikel 42 bis und 43 erwähnten Fällen. »

**Art. 20.**

Artikel 51 des gleichen Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert :

1° in § 1 Absatz 3 werden die Wörter « in den Artikeln 42 und 43 » durch die Wörter « in den Artikeln 42, 42 bis und 43 » ersetzt;

2° § 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 2. Die in Durchführung der Artikel 42, 42 bis und 43 erteilte Genehmigung wird rechtskräftig, wenn der beauftragte Beamte nicht innerhalb zwanzig Tagen nach ihrer Zustellung, dem Antragsteller einen Beschluss über die Suspendierung der Genehmigung zugestellt hat.

Die Genehmigung hat diesen Paragraphen anzuführen. »;

3° in § 3 werden die Wörter « Artikel 42, 43, 45 und 46 » durch die Wörter « Artikel 42, 42 bis, 43, 45 und 46 » ersetzt.

**Art. 21.** In Artikel 52 § 3 Absatz 2 des gleichen Gesetzbuches werden die Wörter « Artikel 42, 43 und 48 » durch die Wörter « Artikel 42, 42 bis, 43 und 48 » ersetzt.

**Art. 22.** In Artikel 54 § 1 Absatz 1 des gleichen Gesetzbuches werden die Wörter « Artikel 42, 43, 45, 50, 51 und 52 » durch die Wörter « Artikel 42, 42 bis, 43, 45, 50, 51 und 52 » ersetzt.

**Art. 23.** In Buch I, Titel IV, des gleichen Gesetzbuches wird die Überschrift von Kapitel I durch folgende Überschrift ersetzt : « Städtebauordnungen ».

**Art. 24.** In Artikel 57 Absatz 1 des gleichen Gesetzbuches werden die Wörter « allgemeine Bauordnungen » durch die Wörter « allgemeine Städtebauordnungen » ersetzt.

**Art. 25.** In Artikel 57 bis § 2 des gleichen Gesetzbuches sind die Wörter « allgemeine Bauordnungen » durch die Wörter « allgemeine Städtebauordnungen » zu ersetzen.

**Art. 26.** Artikel 58 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 58. Der Gemeinderat erlässt eine kommunale Städtebauordnung, welche die Vorschriften der allgemeinen Städtebauordnungen ergänzt. Sie enthält zwangsläufig für das gesamte Gemeindegebiet und gegebenenfalls je nach den durch sie abgegrenzten unterschiedlichen Flächen :

- was sowohl die Haupt- wie die Nebengebäude betrifft, die Vorschriften bezüglich des Standortes, der Dachhöhe und -neigungen, der Baustoffe des aufgehenden Mauerwerks und der Bedachung sowie der Öffnungen;
- was das Strassennetz und die allgemein zugänglichen Freiräume betrifft, die Vorschriften bezüglich der Grösse, der Belagsart, der Bodenbehandlung, des Strassenmobiliars, der Anpflanzungen, der Fahrzeugparkplätze, der Reklameschilder und Werbevorrichtungen sowie der Leitungen, Kabel und Kanalisationen.

Sie kann darüber hinaus jegliche andere in Artikel 57 erwähnte Angabe enthalten. »

**Art. 27.** Artikel 59 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 59. § 1. Die kommunale Städtebauordnung wird auf Initiative des Gemeinderates erstellt.

Der Entwurf der kommunalen Städtebauordnung wird durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium einer öffentlichen Untersuchung mit einer Dauer von dreissig Tagen unterworfen. Die öffentliche Untersuchung wird sowohl durch Anschläge als auch durch Bekanntmachungen, die mindestens einmal auf der lokalen oder regionalen Informationsseite von drei Tageszeitungen erscheinen, angekündigt. Besteht ein an die Bevölkerung verteiltes Gemeindeinformationsblatt, so wird die Bekanntmachung auch darin veröffentlicht. Fehlt ein solches, so lässt das Kollegium ausserdem die Bekanntmachung in einer Werbezeitung veröffentlichen, die gratis an alle Einwohner verteilt wird oder einen Wurfbettel verteilen.

Im Rahmen der öffentlichen Untersuchung wird eine Informationsversammlung auf Initiative des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums veranstaltet, deren Ort, Tag und Stunde in der Ankündigung angegeben werden.

Die öffentliche Untersuchung wird zwischen dem 1. Juli und dem 31. August unterbrochen.



Der Entwurf der kommunalen Städtebauordnung sowie die Beschwerden und Anmerkungen werden anschliessend dem kommunalen beratenden Raumordnungsausschuss, falls ein solcher besteht, unterbreitet. Dieser gibt innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang der Akte sein Gutachten ab; andernfalls wird es als günstig betrachtet.

Der Gemeinderat versabschiedet die kommunale Städtebauordnung. Diese wird zwecks Genehmigung an die Exekutive gesandt. Diese nimmt Stellung und stellt ihre Entscheidung innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang der Akte zu; erfolgt keine Zustellung der Entscheidung innerhalb dieser Frist, so gilt die Ordnung als genehmigt.

§ 2. Im Falle der Anwendung von Artikel 42bis darf nur auf begründeten Vorschlag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, nach günstigem Gutachten der Exekutive oder seines beauftragten Beamten, die bzw. der angibt, aus welchem Grunde den städtebaulichen und architektonischen Vorschriften nicht geschadet wird, abgewichen werden.

§ 3. Die kommunale Städtebauordnung wird gemäss § 1 dieses Artikels abgeändert oder aufgehoben. Wenn jedoch eine gemäss Artikel 57 erlassene allgemeine Ordnung veröffentlicht wird, passt der Gemeinderat entweder aus eigener Initiative oder innerhalb einer durch die Exekutive auferlegten Frist die bestehende kommunale Ordnung an die Vorschriften der allgemeinen Ordnung an.»

Art. 28. In dem durch Dekret vom 27. März 1985 abgeänderten Artikel 150 des gleichen Gesetzbuches, werden folgende Absätze zwischen Absatz 1 und 3 eingefügt : « Mindestens zwei Monate vor der Beschlussfassung des Gemeinderates erlässt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium einen Aufruf an die Öffentlichkeit zur Einreichung von Bewerbungen sowohl anhand von Anschlägen als auch durch Bekanntmachungen in den lokalen Seiten von drei französisch- bzw. deutschsprachigen Tageszeitungen. Besteht ein an die Bevölkerung verteiltes Gemeinde-Informationsblatt, so wird die Bekanntmachung auch darin veröffentlicht. Fehlt ein solches, so wird die Bekanntmachung in einer Werbezeitung veröffentlicht, die gratis an die Einwohner verteilt wird.

Das Muster und die Abmessungen der Bekanntmachung werden durch die Exekutive bestimmt.

Der Gemeinderat wählt die Mitglieder gemäss einer ausgewogenen geographischen Verteilung unter den Bewerbern aus, wobei er den repräsentativen Charakter sowohl der wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen und touristischen Interessen als auch der betreffenden Umweltschutzvereinigungen und Berufsverbände Rechnung trägt.

Der beratende Raumordnungsausschuss umfasst ein Viertel der Mitglieder des Gemeinderates oder ihrer Vertreter, die proportionell zur Vertretung von Mehrheit und Opposition im Gemeinderat aufgeteilt und respektive durch die Gemeinderatsmitglieder der einen und der anderen ausgewählt werden. Für jedes Mitglied bezeichnet der Gemeinderat ein Ersatzmitglied, das die gleichen Interessen vertritt.

Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel kann die Exekutive den Gemeinden Funktionszuschüsse für die beratenden Raumordnungsausschüsse gewähren. Die Exekutive legt die Gewährungsbedingungen für diese Zuschüsse fest.

Die Exekutive legt die erforderlichen Bestimmungen fest, um die Ausbildung des durch die Anwendung des Dezentralisierungs- und Beteiligungssystems betroffenen Gemeindepersonals zu gewährleisten.»

Art. 29. In Buch II Titel I des gleichen Gesetzbuches, wird die Überschrift des Kapitels II durch folgende Überschrift ersetzt : « Der Leitplan ».

Art. 30. In den Artikeln 93/1, 93/4, 93/5, 93/6, 93/7, 93/7bis, 93/8, 93/12, 93/13, 93/14 und 93/15 des gleichen Gesetzbuches wird das Wort « Raumordnungsleitplan » durch das Wort « Raumordnungsleitplan » ersetzt.

Art. 31. § 1. Die geltenden Flächennutzungspläne werden aufgehoben.

§ 2. Als Übergangsmassnahme bleiben die Gemeindebauordnungen in Kraft bis zur ihrer Umwandlung in kommunale Städtebauordnungen im Sinne der gemäss diesem Dekret abgeänderten Artikel 58 und 59. Sie dürfen jedoch als Grundlage für die Anwendung von Artikel 42bis dienen.

§ 3. Die vor Inkrafttreten dieses Dekrets eingerichteten kommunalen beratenden Raumordnungsausschüsse bilden erst kommunale beratende Ausschüsse im Sinne des Artikels 42bis, nachdem ihre Zusammensetzung gemäss dem laut diesem Dekret abgeänderten Artikel 150 angepasst worden ist.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namür, den 27. April 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.U. und dem regionalen öffentlichen Amt,

B. ANSELME

Der Minister der lokalen Behörden, der bezuschussten Arbeiten  
und des Wasserwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der ländlichen Erneuerung, des Naturschutzes,  
der Industriezonen und der Arbeitsbeschaffung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien  
und der auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens  
für die Wallonische Region,

G. LUTGEN



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 1230

27 APRIL 1989. — Decreet houdende decentralisatie en deelneming tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen wat volgt :

**Artikel 1.** Het artikel 1, 1e lid van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt vervangen door de volgende tekst : « De ruimtelijke ordening van het gebied van het Waalse Gewest wordt vastgesteld in plannen, schema's en reglementen ».

Bij artikel 1, 2e lid van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw worden de volgende woorden bijgevolgd : « en zijn grond karig te beheren ».

**Art. 2.** Een artikel *2bis*, opgesteld als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Artikel *2bis*. Het gemeentelijk structuurplan is dwingend voor de investeringen van de gemeente.

Het is contractueel verplicht voor de particulier, natuurlijke of rechtspersonen die aanzetten of toelagen ontvangen als tegenprestatie voor verbintenissen die zij genomen hebben om een structuurschema uit te voeren. Het is indicatief voor het overige. »

**Art. 3.** Een artikel *4bis*, opgesteld als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Artikel *4bis*. De Executieve bepaalt de voorwaarden volgens dewelke een natuurlijke of rechtspersoon belast kan worden met het opstellen van de plannen, schema's en reglementen.

Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de Executieve toelagen toestaan waar zij de modaliteiten van bepaalt voor het opstellen van gemeentelijke plannen, schema's en reglementen. »

**Art. 4.** Artikel 10, 2e lid, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende tekst :

« 2<sup>o</sup> de algemene bestemming van verschillende zones van het gebied voor woning, industrie, landbouw of voor elk ander gebruik ».

**Art. 5.** Aan artikel 12 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 5 november 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid, worden de woorden « een algemeen plan en » afgeschaft;

2<sup>o</sup> het 3e, 4e en 5e lid wordt opgeheven.

**Art. 6.** Artikel 13 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 7.** Aan artikel 14 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het 1e lid, 2<sup>o</sup>, wordt door de volgende tekst vervangen : « 2<sup>o</sup> de gedetailleerde bestemming van de sub artikel 10, 2e lid, 2<sup>o</sup> bedoelde gebiedsdelen »;

2<sup>o</sup> in het 3e lid worden de woorden « Wanneer een streek, gewest- of algemeen plan bestaat » vervangen door de woorden « Wanneer een streek- of gewestplan bestaat. »

**Art. 8.** Artikel 19 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 8bis.** Artikel 20 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 1988, wordt door het volgende lid aangevuld :

« Het ligt voor eenieder ter inzage in het gemeentehuis. Dit wordt ter algemene kennis gebracht op de wijze bepaald in artikel 102, eerste lid van de gemeentewet. »

**Art. 9.** In artikel 21, 1e lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden :

« Indien de gemeente of de vereniging van gemeenten de verplichting tot aanneming van de in artikel 12 bedoelde algemene en bijzonder plannen niet nakomt binnen de termijnen die de Executieve heeft bepaald, of indien de Executieve aan de haar voorgelegde plannen algehele goedkeuring onthoudt, kan zij voor de aanneming van die plannen in de plaats van de gemeente of de vereniging van gemeenten treden » vervangen door de woorden : « Indien de gemeente de verplichting tot aanneming van de in artikel 12 bedoelde bijzondere plannen niet nakomt binnen de termijnen die de Executieve heeft bepaald, of indien de Executieve aan de haar voorgelegde plannen algehele goedkeuring onthoudt, kan zij voor de aanneming van deze plannen in de plaats van de gemeente optreden. »

**Art. 10.** In Boek I, Titel I, van hetzelfde Wetboek wordt de betiteling van hoofdstuk *IVbis* vervangen door de volgende betiteling : « De gemeentelijke structuurplannen en de leidende schema's ».

**Art. 11.** Artikel *21bis* van hetzelfde Wetboek, erin gevoegd bij het decreet van 4 juli 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel *21bis*. Het gemeentelijk structuurplan is een stuk van oriëntering, beheer en programmatie van de ontwikkeling van het geheel van het grondgebied van de gemeente.

Voor het geheel van het grondgebied van de gemeente vermeldt het :

1<sup>o</sup> de bestaande feitelijke en wettelijke situatie;

2<sup>o</sup> de maatregelen van aanleg volgens de vooruitgekomen voorrang alsmede de cartografische uitdrukking van de maatregelen van aanleg die eruit voortvloeien;

3<sup>o</sup> de bestemming per zones;

4<sup>o</sup> de vestiging van de uitrustingen en infrastructuren;

5<sup>o</sup> de algemene oriëntaties bestemd om de verkeersstromen doen overeen te stemmen en op te nemen;

6<sup>o</sup> de uitvoeringsmodaliteiten van de maatregelen van aanleg.

De Executieve bepaalt de inhoud van het dossier van het gemeentelijk structuurplan. »

(1) Gewone zitting 1988-1989.

Stukken van de Raad, 83 (1988-1989), nrs 1 tot 10.

Volledig verslag, openbare vergadering van 19 april 1989.

Bespreking, stemming.

**Art. 12.** Een artikel 21 *ter*, opgesteld als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Artikel 21 *ter* § 1. Het gemeentelijk structuurplan wordt opgesteld op initiatief van de gemeenteraad. Deze stelt de natuurlijke dan wel de privaot- of publiekrechtelijke personen aan die hij belast met het opstellen van het schema-ontwerp.

De gemeentelijke commissie van advies voor ruimtelijke ordening wordt geïnformeerd van de voorafgaande studies en kan op elk ogenblik suggesties doen die zij nuttig acht.

Het ontwerp van het gemeentelijk structuurplan wordt door het college van burgemeester en schepenen onderworpen aan een openbaar onderzoek van dertig dagen. Het openbaar onderzoek wordt aangekondigd zowel door aanplakking als door een bericht dat ten minste één keer geplaatst wordt in de bladzijde van het lokaal of streeknieuws van drie dagbladen.

Indien er een gemeentelijk informatieblad bestaat dat aan de bevolking wordt uitgedeeld, wordt het bericht er ook in geplaatst. Indien er geen gemeentelijk blad bestaat, laat het college daarenboven het bericht plaatsen in een aan de inwoners van de gemeente gratis uitgedeeld reclameblad of een informatie huis aan huis uitdelen.

In het kader van het openbaar onderzoek wordt, op initiatief van het college van burgemeester en schepenen, een voorlichtingsvergadering georganiseerd waarvan de plaats, de dag en het uur in het bericht vermeld zijn. Het openbaar onderzoek wordt geschorst tussen 1 juli en 31 augustus.

Gelijktijdig wordt het schema-ontwerp door het college van burgemeester en schepenen tevens aan het advies van de gemachtigde ambtenaar voorgelegd. Zo deze binnen dertig dagen geen uitspraak doet, wordt zijn advies geacht gunstig te zijn.

Het voorstel van gemeentelijk structuurplan, alsmede de klachten en opmerkingen worden daarna aan de gemeentelijke commissie van advies van ruimtelijke ordening voorgelegd. Deze geeft haar advies binnen zestig dagen na de ontvangst van het dossier, zo niet wordt haar advies geacht gunstig te zijn.

De gemeenteraad neemt het gemeentelijk structuurplan aan; zij maakt een afschrift ervan en het dossier over aan de Executieve. Deze kan de beslissing van de gemeenteraad vernietigen door een met redenen omkleed besluit betekend binnen de zestig dagen na de ontvangst van het dossier; bij gebreke van een betekening van het besluit binnen die termijn wordt de beslissing van de Executieve geacht gunstig te zijn.

Het gemeentelijk structuurplan ligt voor eenieder ter inzage in het gemeentehuis. Dit wordt ter algemene kennis gebracht op de wijze bepaald in artikel 102, eerste lid, van de gemeentewet.

§ 2. Het gemeentelijk structuurplan wordt herzien of opgeheven overeenkomstig § 1 van dit artikel.

§ 3. Indien een gemeente gelijktijdig een procedure tot opstellen van een gemeentelijk structuurplan en/of een procedure tot opstellen van een leidend schema van land- of stadsinrichting leidt, zijn het gemeentelijk structuurplan en het leidend schema het onderwerp van éénzelfde beslissing van de Gewestexecutieve. »

**Art. 13.** Een artikel 21 *quater*, opgesteld als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Artikel 21 *quater*. Het leidend schema is een oriënteringsstuk tot vaststelling van de grongbestemming van een deel van het grondgebied van de gemeente. De Executieve van het Waalse Gewest stelt de inhoud van de leidende schema's vast alsmede de modaliteiten van de toepassing ervan. »

**Art. 14.** Aan artikel 40 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in § 3 worden de woorden « of van een algemeen plan van aanleg » afgeschaft;

2<sup>o</sup> § 7 wordt opgeheven.

**Art. 15.** Een artikel 40 *sixties*, opgesteld als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Artikel 40 *sixties*. Wanneer de toepassingsvoorwaarden van artikel 42 *bis* vervuld zijn en na advies van de gemeentelijke commissie van advies van ruimtelijke ordening kan de gemeenteraad beslissen één of meerdere bijzondere plannen van aanleg op te heffen. Hetzelfde geldt voor wat betreft de in artikel 21 *quater* bedoelde leidende schema's.

Tot dat doel wordt het opheffingsdossier door het college van burgemeester en schepenen aan een openbaar onderzoek onderworpen.

Deze wordt door aanplakking aangekondigd in het (de) betrokken(e) gebied(en) en op de gewone aanplakingsplaatsen.

Het opheffingsdossier wordt in het gemeentehuis neergelegd ter inzage van eenieder gedurende dertig dagen.

De klachten en opmerkingen worden, vóór het einde van de termijn van het onderzoek, schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen gericht en bij het verslag van het onderzoek bijgevoegd. Dit wordt door het college overgemaakt binnen acht dagen.

Het opheffingsdossier, alsmede de klachten en opmerkingen worden aan de gemeentelijke commissie van advies van ruimtelijke ordening voorgelegd. Deze geeft haar advies binnen zestig dagen na de ontvangst van het dossier, zo niet wordt haar advies geacht gunstig te zijn.

De gemeenteraad, na kennis genomen te hebben van de uitslagen van het onderzoek, beslist het of de betrokken bijzondere plannen van aanleg of leidende schema's op te heffen of niet.

De beraadslaging van de gemeenteraad waardoor besloten wordt het of de bijzondere plannen van aanleg of leidende schema's op te heffen wordt ter goedkeuring van de Executieve voorgelegd die beslist binnen zestig dagen na de ontvangst van de beraadslaging van de gemeenteraad. Bij gebreke van een beslissing in die termijn wordt de beraadslaging van de gemeenteraad geacht gunstig te zijn.

De opheffing van bijzondere plannen van aanleg geeft geen recht tot enige vergoeding die namelijk gegrond is op artikel 34 van het Wetboek. »

**Art. 16.** Aan artikel 42 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in § 2 wordt het 2<sup>e</sup> lid opgeheven;

2<sup>o</sup> in § 2, 3<sup>e</sup> lid, worden de woorden : « Bij het verlenen van een ongunstig advies mag de gemachtigde ambtenaar afwijken, hetzij van de voorschriften van een goedgekeurd algemeen plan van aanleg die strijdig zijn met een ontwerp van streek- of gewestplan, hetzij van de voorschriften van een algemeen plan van aanleg of van een streek- of gewestplan waarvan de herziening beslist of bevolen is » vervangen door de woorden : « Bij het verlenen van een ongunstig advies mag de gemachtigde ambtenaar afwijken van een streek- of gewestplan waarvan de herziening beslist of bevolen is. »

**Art. 17.** Een artikel 42 *bis*, opgesteld als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Artikel 42 *bis*. Artikel 42 is echter niet toepasselijk en de vergunning wordt door gemotiveerde beslissing van het college van burgemeester en schepenen verleend indien bestaat voor het grondgebied waar het goed gelegen is :

1<sup>o</sup> een gewestplan zoals bedoeld in artikelen 9 tot 11;

2<sup>o</sup> een gemeentelijke bouwverordening zoals bedoeld in artikelen 58 tot 60;

3° een gemeentelijk structuurschema zoals bedoeld in artikel 21 *bis*;

4° een gemeentelijke commissie van advies van ruimtelijke ordening zoals bedoeld in artikel 150.

Het college neemt een beslissing op advies van de gemeentelijke commissie van advies in de gevallen onderworpen aan openbaarmaking krachtens artikel 51, § 3, 2e lid, en in de in artikel 45, § 2. Hetzelfde geldt voor wat betreft de handelingen en werken waarvan de lijst door de Executieve vastgesteld is na consultatie van de gewestelijke commissie van ruimtelijke ordening.

Een afschrift van de vergunning wordt samen met het dossier aan de gemachtigde ambtenaar overgemaakt die onderzoekt of de vergunning overeenstemt met :

- de in Titel I van Boek I en Titel IV van Boek II bedoelde plannen van aanleg en leidende plannen;
- de in Hoofdstuk I van Titel IV van Boek I bedoelde bouwverordeningen.

Het in het vorig lid bedoelde afschrift van de vergunning wordt overgemaakt aan de gemachtigde ambtenaar ten laatste op de dag zelf van de kennisgeving van de vergunning aan de aanvrager.

In geval van niet-overeenstemming schorst de gemachtigde ambtenaar de beslissing van het college en geeft daarvan kennis aan het college en de aanvrager binnen vijftien dagen na de ontvangst van de vergunning.

De gemachtigde ambtenaar kan eveneens de vergunning schorsen wanneer hij van oordeel is dat de in de vergunning of in het bijgevoegd dossier geplande werken van aard zijn de goede plaatselijke ordening in gevaar te brengen en dat de beslissing van het college afwijkt van het advies van de gemeentelijke commissie van advies van ruimtelijke ordening.

De beslissing van de gemachtigde ambtenaar is behoorlijk gemotiveerd.

Binnen veertig dagen na de kennisgeving wordt het, zo nodig, door de Executieve vernietigd. Bij gebreke van kennisgeving van de beslissing tot vernietiging binnen die termijn is de schorsing opgeheven.

De weigering van de vergunning of de vernietiging ervan, gegrond op de enige reden dat de aanvraag strijdig is met een bijzonder plan van aanleg in voorbereiding, vervalt indien dit plan geen bindende kracht gekregen heeft binnen de drie jaar na de weigering of de vernietiging.

In dat geval, wordt op verzoek van de aanvrager over de oorspronkelijke aanvraag een nieuwe beslissing genomen die, bij weigering, niet meer op de genoemde reden gegrond mag zijn. »

**Art. 18.** Bij artikel 45 van hetzelfde Wetboek, waarvan de huidige tekst de § 1 zal zijn, wordt een als volgt opgestelde § 2 bijgevoegd :

« § 2. Wanneer de toepassingsvoorwaarden van artikel 42 *bis* vervuld zijn wordt de door een door de Executieve aangewezen publiekrechtelijke rechtspersoon aangevraagde vergunning nochtans afgegeven overeenkomstig artikel 41, met uitzondering van handelingen en infrastructuurwerken op het grondgebied van één of meerdere gemeenten. »

**Art. 19.** Aan artikel 50 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1e lid, worden de woorden : « Behoudens in het bij artikel 45 bedoelde geval » vervangen door de woorden : « Behoudens in het bij artikel 45, § 1, bedoelde geval »;

2° in het 4e lid, worden de woorden : « In het artikel 43 bedoelde geval » vervangen door de woorden : « In het bij artikelen 42 *bis* en 43 bedoelde geval ».

**Art. 20.** Aan artikel 51 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 3e lid, worden de woorden : « in de artikelen 42 en 43 » vervangen door de woorden : « in de artikelen 42, 42 *bis* en 43 »;

2° de § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Van de bij toepassing van artikelen 42, 42 *bis* en 43 afgegeven vergunning mag gebruik worden gemaakt, indien binnen twintig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving ervan aan de gemachtigde ambtenaar, deze geen beslissing tot schorsing van de vergunning ter kennis van de aanvrager heeft gebracht. De vergunning moet deze paragraaf overnemen »;

3° in § 3, 1e lid, worden de woorden : « artikelen 42, 43, 45 en 46 » vervangen door de woorden : « artikelen 42, 42 *bis*, 43, 45 en 46 ».

**Art. 21.** In artikel 52, § 3, 2e lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden : « artikelen 42, 43 en 48 » vervangen door de woorden : « artikelen 42, 42 *bis*, 43 en 48 ».

**Art. 22.** In artikel 52, § 1, 1e lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden : « artikelen 42, 43, 45, 50, 51 en 52 » vervangen door de woorden : « artikelen 42, 42 *bis*, 43, 45, 50, 51 en 52 ».

**Art. 23.** In Boek I, Titel IV, van hetzelfde Wetboek wordt de betiteling van hoofdstuk I vervangen door de volgende betiteling : « Stedebouwverordeningen ».

**Art. 24.** In artikel 57, 1e lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden : « algemene bouwverordeningen » vervangen door de woorden : « algemene stedebouwverordeningen ».

**Art. 25.** In artikel 57 *bis*, § 2, van hetzelfde Wetboek dienen de woorden : « algemene bouwverordeningen » vervangen te worden door : « algemene stedebouwverordeningen ».

**Art. 26.** Artikel 58 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 58. De gemeenteraad stelt een gemeentelijke stedebouwverordening vast die de voorschriften van de algemene stedebouwverordeningen aanvult.

Voor het geheel van het grondgebied van de gemeente en eventueel voor de verschillende oppervlakten die hij begrenst, bevat hij verplichtend :

— voor wat betreft zowel de hoofd- als secundaire gebouwen, de voorschriften betreffende de plaatsing, de hoogte en de helling van de daken, de opstand- en afdekmaterialen, alsmede de openingen van enige aard;

— voor wat betreft de wegen en de openbare ruimten, de voorschriften betreffende het profiel, de aard van het wegdek, de behandeling van de bodem, de openbare stadsvoorzieningen, de beplantingen, het parkeren van de voertuigen, de uithangborden en reclame-inrichtingen, alsmede de buizen, kabels en kanalisaties.

Hij kan bovendien enig ander in artikel 57 voorziene voorschrift bevatten. »

**Art. 27.** Artikel 59 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 59. De gemeentelijke stedebouwverordening wordt vastgesteld op initiatief van de gemeenteraad.

Het onderwerp van de gemeentelijke stedebouwverordening wordt door het college van burgemeester en schepenen onderworpen aan een openbaar onderzoek op dertig dagen. Het openbaar onderzoek wordt aangekondigd zowel door aanplakking als door een bericht dat ten minste één keer geplaatst wordt in de bladzijde van het lokaal of streeknieuws van drie dagbladen. Indien er een gemeentelijk informatieblad bestaat dat aan de bevolking wordt uitgedeeld, wordt het bericht er ook in geplaatst.

Indien er geen gemeentelijk informatieblad bestaat, laat het college bovendien het bericht plaatsen in een aan de inwoners van de gemeente gratis uitgedeeld reclameblad of een informatie huis aan huis uitdelen.

In het kader van het openbaar onderzoek wordt, op initiatief van het schepencollege, een voorlichtingsvergadering georganiseerd waarvan de plaats, de dag en het uur in het bericht vermeld zijn.

Het openbaar onderzoek wordt geschorst tussen 1 juli en 31 augustus. Het ontwerp van de gemeentelijke stedenbouwwerordening, alsmede de klachten en opmerkingen worden daarna voorgelegd aan de gemeentelijke commissie van advies van ruimtelijke ordening, indien zij bestaat. Deze geeft haar advies binnen zestig dagen na de ontvangst van het dossier, zo niet wordt haar advies geacht gunstig te zijn.

De gemeenteraad neemt de gemeentelijke stedenbouwwerordening aan. Deze wordt ter goedkeuring aan de Executieve overgemaakt. Zij beslist en geeft kennis van haar beslissing binnen zestig dagen na ontvangst van het dossier; bij gebreke van een kennisgeving van de beslissing binnen die termijn wordt de verordening geacht goedgekeurd te zijn.

§ 2. In geval van toepassing van artikel 42bis mag enkel afgeweken worden van de gemeentelijke stedenbouwwerordening op gemotiveerd voorstel van het college van burgemeester en schepenen, op gunstig advies van de Executieve of van zijn gemachtigde ambtenaar die aanduidt waarin het de stedenbouwkundige en bouwkundige voorschriften niet schaadt.

§ 3. De gemeentelijke stedenbouwwerordening wordt overeenkomstig § 1 van dit artikel gewijzigd of vernietigd. Nochtans wanneer een krachtens artikel 57 genomen algemene verordening bekendgemaakt wordt, past de gemeenteraad, hetzij op eigen initiatief, hetzij binnen een door de Executieve opgelegde termijn, de bestaande gemeentelijke verordening aan, aan de voorschriften van de algemene verordening. »

Art. 28. In artikel 150 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 1985, worden de volgende leden ingevoegd tussen het 1e en 2e lid :

« Minimum twee maanden vóór de beraadslaging van de gemeenteraad doet het college van burgemeester en schepenen een openbare oproep, op kandidaturen zowel bij aanplakking als bij een in de streekbladzijden van drie Franstalige of Duitstalige dagbladen, naargelang het geval, ingevoegd bericht. Indien er een gemeentelijk informatieblad bestaat dat aan de bevolking wordt uitgedeeld, wordt het bericht er in geplaatst. Indien er geen gemeentelijk blad bestaat wordt het bericht in een aan de inwoners gratis uitgedeeld reclameblad geplaatst.

Het model en de afmetingen worden door de Executieve bepaald.

De gemeenteraad kiest de leden volgens een evenwichtige geografische verdeling, onder de personen die een kandidatuur ingediend hebben, met de zorg de vertegenwoordiging zowel van de economische, sociale, kulturele en toeristische belangen als van de leefmilieubeschermingsverenigingen en de betrokken beroepsorganisaties te verzekeren.

De commissie van advies van ruimtelijke ordening telt een vierde van de leden van de gemeenteraad of hun afgevaardigden verdeeld volgens een vertegenwoordiging in verhouding met de omvang van de meerderheid en de oppositie van de gemeenteraad en respectievelijk gekozen door de gemeenteraadsliden van de ene en de andere.

Voor elk lid duidt de gemeenteraad een plaatsvervanger aan die dezelfde belangen vertegenwoordigt.

Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de Executieve werkingsstoelagen toekennen aan de gemeenten voor de commissies van advies van ruimtelijke ordening. De Executieve bepaalt de toekenningsmodaliteiten van deze toelagen.

De Executieve stelt de maatregelen vast die nodig zijn om de vorming te verzekeren van het gemeentepersoneel betrokken bij de toepassing van het decentralisatie- en deelnemingsstelsel. »

Art. 29. In Bosk II Titel I van hetzelfde Wetboek wordt de betiteling van hoofdstuk II vervangen door de volgende betiteling : « Het leidend plan ».

Art. 30. In artikel 93/1, 93/4, 93/5, 93/6, 93/7, 93/7bis, 93/8, 93/12, 93/13, 93/14 en 93/15 van hetzelfde Wetboek worden de woorden : « grondgebruiksplan » vervangen door de woorden : « leidend plan van aanleg ».

Art. 31. § 1. De bestaande algemene plannen van aanleg worden ingetrokken.

§ 2. Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de gemeentelijke bouwverordeningen van kracht tot hun aanpassing in gemeentelijke stedenbouwwerordeningen overeenkomstig artikelen 58 en 59, zoals gewijzigd door dit decreet. Zij mogen echter niet als grondslag dienen voor de toepassing van artikel 42bis.

§ 3. De vóór de in kracht-treding van dit decreet ingestelde gemeentelijke commissies van advies van ruimtelijke ordening treden op als de gemeentelijke commissies van advies in de zin van artikel 42bis enkel na aanpassing van hun samenstelling overeenkomstig artikel 150 zoals gewijzigd door huidig decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 april 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O's en Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Plaatselijke Besturen,  
Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest,

A. COOLS

De Minister van Begroting, Financiën en Vervoer voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud,  
Industriegebieden en Tewerkstelling voor het Waalse Gewest,

E. HISMANS

De Minister van Openbare Werken voor het Waalse Gewest,

A. BAUDSON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën  
en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN